

Conférence du désarmement

15 mai 2012

Français

Compte rendu définitif de la mille deux cent cinquante-septième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 15 mai 2012, à 10 h 5

Président: M. Minelik Alemu Getahun(Éthiopie)

Le Président (*parle en anglais*): Bonjour. Je déclare ouverte la 1257^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à S. E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Président de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. J'ai l'honneur et l'avantage d'inviter notre invité de marque à prendre la parole.

M. Al-Nasser (Président de l'Assemblée générale des Nations Unies) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, c'est pour moi un immense plaisir de m'adresser à la Conférence du désarmement aujourd'hui dans cette salle historique, qui a accueilli les négociations des principaux accords multilatéraux de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Avant de venir ici, j'ai entendu parler des difficultés auxquelles vous vous heurtez depuis le début de cette session, mais loin de revenir sur mon idée de venir ici pour m'adresser à la Conférence, j'ai choisi de placer ma confiance dans le dynamisme de l'Ambassadeur Alemu Getahun et dans votre sens individuel et collectif des responsabilités, convaincu qu'ils finiraient par conduire les travaux de la Conférence du désarmement à une conclusion heureuse. Dans ce contexte, je salue les récents appels adressés par M. Tokayev exhortant la Conférence du désarmement à continuer d'œuvrer en priorité à l'adoption de son programme de travail et à examiner, en tant que de besoin, la question des réformes procédurales propres à renforcer la confiance et l'élan autour des travaux de la Conférence.

Au cours de son histoire, la Conférence du désarmement a produit de remarquables instruments de désarmement, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Depuis sa création, aboutissement de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, tenue en 1978, la Conférence du désarmement demeure l'unique instance multilatérale de négociation dont dispose la communauté internationale dans le domaine du désarmement.

Dans le document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale a réaffirmé qu'elle était consciente de la nécessité persistante de disposer d'une instance multilatérale unique dans le domaine du désarmement, une position qui n'a pas varié depuis.

Dans ses résolutions 65/93, de 2010, et 66/66, de 2011, sur la revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement et la façon de faire avancer les négociations multilatérales de désarmement, l'Assemblée générale a reconnu que la volonté politique requise pour faire avancer l'action en faveur du désarmement avait été renforcée au cours des dernières années écoulées. Pourtant, elle a aussi fait part de sa profonde préoccupation devant l'état actuel du mécanisme de désarmement, particulièrement devant l'absence de progrès à la Conférence du désarmement, et souligné la nécessité de redoubler d'efforts pour faire avancer les négociations multilatérales de désarmement. En effet, l'incapacité de la Conférence du désarmement à faire des progrès sur le fond, laquelle dure depuis maintenant plus de dix ans, fait sans aucun doute peser un gros risque sur la crédibilité de cette instance cruciale. Toutes les parties concernées doivent redoubler d'efforts et faire preuve de davantage de souplesse pour faire avancer les négociations multilatérales de désarmement.

Depuis deux ans, nous assistons aux progrès importants réalisés aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Un exemple illustratif est donné par le fait que la Fédération de Russie et les États-Unis ont négocié et conclu un nouveau traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs.

En 2010, la Conférence des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a été un succès, et elle a été marquée par des mesures concrètes et prometteuses concernant la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, question qui est inscrite depuis dix ans à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces événements, qui marquent de réels progrès, ont une incidence bénéfique sur le climat de sécurité du monde. Toutefois, ces progrès semblent avoir été accomplis en dehors du contexte des travaux de la Conférence du désarmement.

La Conférence a une responsabilité incontestable dans la promotion du désarmement international ou dans les efforts destinés à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires. Elle doit jouer son rôle dans la promotion de l'action internationale en accomplissant un précieux travail.

Lors de la session de la Première Commission, en octobre dernier, les intenses discussions qui ont eu lieu entre les délégations ont clairement montré que la revitalisation du mécanisme de désarmement, y compris, en particulier, de la Conférence du désarmement, était une priorité à la fois nouvelle et de plus en plus urgente. Beaucoup d'entre vous ont pris part à ces discussions. Le message sous-jacent était clair: la persistance du blocage actuel a – et pourrait bien continuer d'avoir – des répercussions inquiétantes pour le rôle, la fonction et même l'avenir de la Conférence du désarmement. La seule façon d'éviter une telle situation serait, pour la Conférence, d'assumer rapidement ses responsabilités dès la présente session à travers une action collective. L'avenir de la Conférence du désarmement est entre les mains de ses États membres.

L'accord sur un programme de travail est le moins que les États membres puissent faire, et il n'a rien de miraculeux. La Conférence a déjà adopté un programme de travail par consensus en 2009, lequel figurait dans le document CD/1864. J'invite les délégations à s'appuyer sur le programme de travail adopté en 2009, lequel constitue le plus petit dénominateur commun pour des négociations destinées à adopter sans tarder un programme de travail en 2012. Un certain nombre de propositions très constructives ont été faites, et les délégations doivent autoriser le Président de la Conférence à diriger cet effort vers des consultations sérieuses et ouvertes concernant un projet de programme de travail consensuel, réaliste et pas nécessairement idéal. Il y a bien longtemps que le mieux est l'ennemi du bien.

Surmonter cet obstacle représentera un signe très positif en contribuant à remettre le mécanisme du désarmement sur la bonne voie et en ramenant le désarmement nucléaire au premier plan. Je garde toute ma confiance dans la capacité de la Conférence du désarmement à produire des résultats de fond. Je reste convaincu que l'exercice de cette capacité requiert une action collective de la part de vous tous.

Avant de conclure, permettez-moi de réaffirmer mon plein appui à vos travaux et de vous dire que je suis disposé à vous accorder toute l'aide possible pour revitaliser la Conférence et lui permettre de jouer à nouveau le rôle pour lequel elle a été créée. Le désarmement reste une priorité à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, et par votre travail, vous pouvez contribuer de façon substantielle non seulement à promouvoir cet ordre du jour, mais aussi à promouvoir la paix et la sécurité internationales par la négociation d'un nouvel instrument propre à rendre ce monde un peu plus sûr.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le Président de l'Assemblée générale de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence, et je félicite par la même occasion l'État du Qatar pour le succès de la treizième session de la CNUCED et pour son hospitalité. Je prends également bonne note de la confiance que vous placez dans la Conférence du désarmement et de l'appui que vous lui accordez. Permettez-moi à présent de suspendre la séance pendant quelques minutes, le temps de raccompagner Son Excellence.

La séance est suspendue à 10 h 20; elle est reprise à 10 h 25.

Le Président (*parle en anglais*): Avant de donner la parole aux orateurs de la liste, permettez-moi de dire quelques mots et de vous donner quelques explications à propos des ambassadeurs qui partent et de ceux qui arrivent. Je vais donner la parole aux orateurs qui se sont inscrits, mais si des collègues souhaitent faire des commentaires au sujet du projet de document de travail contenant le projet de calendrier d'activités, je leur en donnerai la possibilité après que nous aurons entendu quelques-uns des collègues inscrits, à savoir la Bulgarie et l'Inde. Je comprends que l'Égypte souhaite attendre que nous ayons présenté le document.

Je voudrais donc adresser mes souhaits les meilleurs à l'Ambassadeur Gancho Ganev, de la Bulgarie, qui nous a quittés pour de nouvelles fonctions. Je prie sa délégation de bien vouloir faire part de notre satisfaction au vu des nombreuses et précieuses contributions qu'il a apportées aux travaux de la Conférence au cours de son mandat, et nous lui adressons nos vœux sincères de succès et de satisfaction dans ses nouvelles fonctions. Permettez-moi également de souhaiter une chaleureuse bienvenue à nos trois nouveaux collègues, l'Ambassadeur Ivan Piperkov, de la Bulgarie, l'Ambassadeur Cosimo Risi, de l'Italie, et l'Ambassadeur Kari Kahiluoto, de la Finlande. Je les assure de notre coopération dans l'exercice de leurs fonctions.

J'en viens à présent à la liste des orateurs d'aujourd'hui. Le premier sur la liste est l'Ambassadeur Ivan Piperkov, de la Bulgarie. Vous avez la parole.

M. Piperkov (Bulgarie) (*parle en anglais*): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses pour le dévouement et l'engagement dont vous faites preuve à la présidence de la Conférence du désarmement depuis deux mois. Soyez assuré de l'appui indéfectible de ma délégation dans l'exercice de votre importante et exigeante mission. Je tiens également à exprimer notre profonde gratitude à vos collègues de la plate-forme présidentielle, à savoir l'Équateur, l'Égypte, la Finlande, la France et l'Allemagne, pour leur professionnalisme et leur dévouement.

Je voudrais également adresser mes salutations à M. Kassym-Jomart Tokayev, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, auquel j'ai présenté ma lettre d'accréditation le 23 avril dernier.

C'est un honneur et un privilège de représenter la Bulgarie à la Conférence du désarmement. Je prends mes fonctions conscient du stade critique auquel cette instance se trouve. J'ai hâte de travailler efficacement avec chacun d'entre vous.

J'ai eu le privilège de suivre les discussions de cette auguste instance au milieu des années 1990, période au cours de laquelle les États membres ont adopté le dernier traité multilatéral d'importance. Malheureusement, plus de quinze ans après, je constate que la Conférence est plongée dans une crise profonde, qu'elle est incapable de parvenir à un consensus sur un simple programme de travail. En dépit de cette vague de pessimisme, j'ai appris que l'Ambassadeur Hisham Badr, de l'Égypte, deuxième Président de 2012, avait entrepris un effort courageux pour aider la Conférence à sortir de cette impasse prolongée. Je saisis cette occasion d'exprimer à l'Ambassadeur Badr et à son équipe la profonde gratitude de ma délégation. J'encourage les prochains présidents à poursuivre les efforts dans ce sens.

La Bulgarie a appuyé le document CD/1933/Rev.1, non seulement parce que nous avons toujours cherché à jouer un rôle constructif au sein de cette instance, mais aussi parce que nous avons appuyé toutes les grandes initiatives destinées à surmonter l'impasse de cette instance. Les avantages du projet de décision lui-même constituent l'autre raison de

notre appui. Ma délégation estime qu'il s'agit d'un compromis équilibré qui reflète les efforts faits depuis plusieurs années pour rapprocher les points de vue sur un programme de travail. Selon nous, ce document a la capacité de susciter un consensus entre les États membres et d'offrir à la Conférence une base saine pour reprendre un travail de fond.

La situation internationale actuelle étant considérée comme favorable aux progrès dans le domaine du désarmement nucléaire, nous pensons que la Conférence doit saisir l'occasion de prouver au monde extérieur qu'elle est capable de répondre à ses attentes. Attachée à l'objectif ultime d'un monde plus sûr et exempt d'armes nucléaires, la Bulgarie est de l'avis qu'il est de l'intérêt de tous les pays de surmonter leurs divergences et de s'engager dans cet effort.

La Bulgarie continuera à appuyer fermement l'élargissement de la composition de la Conférence, à jouer un rôle constructif dans ces efforts et à préconiser la désignation d'un coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence. Nous pensons que la composition de la Conférence devrait correspondre aux réalités du XXI^e siècle. La Bulgarie est fermement convaincue que la voie de la coopération et de la mise en commun des idées et points de vue similaires concernant la sécurité et la stabilité du monde est un préalable à la résolution des problèmes bilatéraux et régionaux. L'histoire nous a appris que l'approche inclusive était beaucoup plus productive et efficace que l'approche exclusive.

Depuis plus de soixante ans, la communauté des Nations Unies a clairement démontré que la coopération et l'appui mutuel pouvaient nous aider à apporter la paix, la sécurité, la croissance économique et la prospérité à nos sociétés. Nous avons tous tiré les enseignements du XX^e siècle, et aujourd'hui, à l'aube d'un nouveau siècle, nous devons nous inspirer de ces leçons et nous engager plus avant dans la coopération et la confiance mutuelle.

Il n'est à présent plus temps d'accuser la situation internationale d'être à l'origine de l'impasse de la Conférence du désarmement. En revanche, il est grand temps pour nous tous ici d'endosser notre responsabilité, car le temps de l'action est venu.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice Sujata Mehta, de l'Inde.

M^{me} Mehta (Inde) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président.

Puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, je voudrais vous dire combien nous sommes heureux de vous voir présider nos travaux. Soyez assuré de la coopération et de l'appui indéfectibles de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions. Permettez-moi également de remercier vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Badr et l'Ambassadeur Gallegos, du travail diligent qu'ils ont accompli au nom des membres de la Conférence.

L'Inde attache une grande importance à la Conférence du désarmement en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. Nous sommes aussi déçus de voir qu'elle se montre toujours incapable de s'acquitter de sa mission première, qui est de négocier des traités multilatéraux. Pour notre part, nous ne nous opposerons pas à un consensus sur un programme de travail fondé sur le consensus que nous avons atteint avec la décision CD/1864, pour autant qu'une telle décision facilite le commencement rapide d'un travail de fond à la Conférence, notamment l'ouverture de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Certes, les efforts visant à parvenir à un programme de travail concerté et applicable doivent se poursuivre, mais nous pensons qu'il n'est pas utile de remettre en cause le consensus trouvé depuis longtemps par la communauté internationale concernant l'objectif et le mandat de base d'un

traité sur les matières fissiles, lesquels ont été réaffirmés par consensus en diverses occasions.

Le désarmement nucléaire est une question prioritaire pour l'Inde, qui reste attachée à l'objectif du Plan d'action Rajiv Gandhi de 1988 et à la réalisation de sa vision d'un monde exempt d'armes nucléaires et d'un ordre mondial non violent. Ce plan d'action comporte une feuille de route en vue de parvenir, suivant un calendrier précis, à un désarmement nucléaire universel, non discriminatoire, progressif et vérifiable. L'Inde appuie les efforts faits pour sensibiliser le public à la création de l'élan nécessaire à la réalisation de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur et de l'application du nouveau traité russo-américain sur la réduction des arsenaux nucléaires de ces deux pays. Les États qui disposent d'arsenaux nucléaires substantiels doivent prendre des mesures marquantes en faveur d'un désarmement nucléaire. L'objectif d'un désarmement nucléaire peut être atteint dans le cadre d'un processus progressif sous-tendu par un engagement universel et par un cadre multilatéral concerté, global et non discriminatoire. Les mesures destinées à réduire les dangers nucléaires résultant de l'utilisation accidentelle ou illicite des armes nucléaires, à renforcer les restrictions applicables à l'emploi de ces armes et à réduire leur niveau d'alerte sont des mesures essentielles. Il faut également que tous les États possesseurs d'armes nucléaires engagent un dialogue constructif afin de développer la confiance et de réduire la place de l'arme nucléaire dans les doctrines de politiques étrangère et de sécurité internationale. Le document de travail sur le désarmement nucléaire soumis par l'Inde en février 2007 (CD/1816) renferme des propositions spécifiques en ce sens, dont la communauté internationale est saisie. Je voudrais appeler l'attention de la Conférence du désarmement sur les résolutions présentées par l'Inde, à savoir la résolution 66/57 sur une Convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et la résolution 66/48 sur la réduction des dangers nucléaires, lesquelles ont été adoptées à une majorité substantielle par l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'Inde est déterminée à travailler avec la communauté internationale pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive. Nous souscrivons à une politique fondée sur une dissuasion nucléaire minimum crédible. Nous ne souscrivons à aucune idée de course aux armements, y compris aux armements nucléaires. L'Inde a adopté une politique de non première utilisation des armes nucléaires et de non-emploi de ces armes contre les États qui n'en sont pas dotés, et elle est prête à transformer ces engagements en arrangements juridiques multilatéraux. Elle est également favorable à l'universalisation de la politique de non première utilisation dans le cadre d'un traité mondial à cet effet. Nous croyons, certes, que la meilleure garantie contre l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires est leur élimination complète, mais nous sommes favorables à la tenue de négociations destinées à parvenir à un accord sur des arrangements efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.

La position de l'Inde en ce qui concerne un traité sur les matières fissiles a toujours été cohérente. Nous avons été parmi les premiers coauteurs de la résolution 48/75L sur un traité sur les matières fissiles, adoptée en 1993, dans laquelle le traité était présenté comme une contribution importante à la non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects. Sans remettre en cause la priorité que nous accordons au désarmement nucléaire, l'Inde est déterminée à négocier un traité multilatéral non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la future production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Le futur traité devra répondre aux intérêts stratégiques nationaux de l'Inde. L'Inde, qui est un État doté d'armes nucléaires et un membre responsable de la communauté internationale, aborderait ainsi de telles négociations. Conformément au mandat contenu dans le document CD/1299, nous

pensons que la Conférence du désarmement est l'instance appropriée pour négocier le traité sur les matières fissiles, car elle réunit l'ensemble des acteurs les plus concernés.

L'importance d'une résolution de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre de la Conférence du désarmement a été soulignée par les événements en cours, qui pourraient avoir une incidence sur la sécurité dans cet environnement. L'Inde est opposée à la militarisation de l'espace. Nous croyons qu'il est essentiel de préserver et promouvoir les retombées des progrès des technologies spatiales en garantissant l'accès à l'espace et l'utilisation de ce milieu. Cet objectif requiert une approche progressive dans le cadre de laquelle les mesures juridiques sont complétées par des mesures de transparence et de confiance non discriminatoires et mises en œuvre à travers un processus ouvert associant l'ensemble des puissances spatiales.

Monsieur le Président, alors que commence la deuxième partie de la session de cette année, ma délégation réaffirme la priorité que nous devons accorder au commencement d'un travail de fond. Nous appuyons les efforts que vous faites pour que la Conférence reste centrée sur son travail de fond. Nous sommes convaincus que la Conférence du désarmement conserve le mandat, la composition et le règlement intérieur requis pour exercer ses responsabilités. Il nous appartient à nous, États membres, de la faire fonctionner en négociant des traités multilatéraux de désarmement et de sécurité internationale susceptibles d'être signés, ratifiés et universellement appliqués. Le règlement intérieur apporte aux États membres les garanties nécessaires concernant la pleine protection de leurs intérêts de sécurité. Nous espérons que nos efforts aboutiront à une réaffirmation du rôle essentiel de la Conférence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement et qu'ils créeront un élan positif en vue de la reprise du travail de fond, notamment de négociations.

Avant de conclure, je voudrais informer la Conférence de la triste nouvelle du décès de l'Ambassadeur Aravind Vellodi, de l'Inde, au début de cette année. Éminent diplomate, spécialiste du désarmement et fonctionnaire international, il a exercé les fonctions de Secrétaire de la Première Commission à New York et de Représentant spécial du Secrétaire général à la Commission du désarmement des 18 nations. Il a reçu la distinction de marque de présider deux sessions successives de la Commission du désarmement des Nations Unies, notamment celle qui a immédiatement suivi la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, en 1978. On se souviendra de lui pour sa contribution au Document final de la première session extraordinaire, qui demeure l'unique document consensuel de désarmement adopté sur la base d'un appui universel. Son décès laisse un grand vide.

Le Président (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence, et je vous prie d'accepter mes condoléances pour le décès de l'Ambassadeur Aravind Vellodi, de l'Inde.

Deux délégations ont demandé la parole, le Mexique et les États-Unis. Je donne la parole aux États-Unis.

M^{me} Kennedy (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président. J'espère que vous serez en mesure d'adresser nos remerciements au Président de l'Assemblée générale, l'Ambassadeur Al-Nasser, pour le discours qu'il nous a adressé aujourd'hui. En l'écoutant, j'ai constaté qu'à l'image de bon nombre de ses prédécesseurs, il a exprimé la frustration – largement partagée, je crois, par la communauté internationale, y compris, j'ose le dire, par la plupart d'entre nous ici – face à l'incapacité de la Conférence à exercer son mandat de négocier sur les questions de désarmement. Notre Secrétaire général, à New York, a aussi exhorté à maintes reprises la Conférence du désarmement à exercer ses responsabilités essentielles, ce qu'a également fait, évidemment, le Secrétaire général de la Conférence du désarmement. Malheureusement, il y a maintenant quinze ans

que nous entendons ces regrets, et malgré tous nos efforts, nous ne sommes pas plus près aujourd'hui d'assumer cette responsabilité que nous l'étions il y a trois ans, lorsque nous sommes finalement parvenus à un consensus sur un programme de travail équilibré dans le document CD/1864 grâce aux efforts diligents de notre Président algérien. Nous avons travaillé en toute souplesse avec les autres délégations, y compris, récemment, avec notre collègue égyptien, qui a présenté avec énergie et compétence le document CD/1933 dans un effort visant à promouvoir un compromis, effort que nous appuyons. Aujourd'hui, comme le Président de l'Assemblée générale, M. Al-Nasser, nous y a exhortés par ses propres paroles, nous avons appuyé une approche qui était destinée, selon ses mots, à être consensuelle et réaliste sans être nécessairement parfaite, et pourtant nous n'avons toujours pas avancé. Nous étudions des solutions différentes, nous travaillons avec nos partenaires pour stimuler la Conférence dans un effort destiné à trouver un moyen d'avancer. Nous ne pouvons perdre de vue l'objectif à long terme de la communauté internationale, qui est de commencer des négociations sur un traité sur les matières fissiles. Nous savons que d'autres délégations examinent d'autres solutions, notamment, peut-être, dans un cadre établi par l'Assemblée générale. Pour notre part, il est essentiel, pour atteindre les objectifs du traité sur les matières fissiles, que toute solution pour un traité repose sur une base de travail consensuelle et associe les acteurs clefs, tels que les États ayant la capacité de produire des matières fissiles. Aujourd'hui, nous ne sommes pas prêts à conserver la Conférence simplement pour conserver la Conférence. Nous ne croyons pas non plus que l'Assemblée générale aura toutes les réponses. Par exemple, il ne serait pas très utile que l'Assemblée générale se contente de labourer un terrain déjà labouré depuis longtemps ici à Genève. Je voudrais réaffirmer que nous sommes ouverts à des débats de fond sur les questions centrales qui ont été retenues, mais il y a longtemps que la communauté internationale est prête à négocier un traité sur les matières fissiles. En effet, dès la session fondatrice de la Conférence du désarmement, il y a trente-quatre ans, cette question a constitué une priorité internationale, ce qui est aussi le cas d'autres instances telles que le Traité sur la non-prolifération. Les États parties ont également mis en avant cette urgente priorité de désarmement lors de la Conférence d'examen de 2010, puis, à nouveau, au cours des deux dernières semaines de la première réunion du Comité préparatoire, à Vienne, si brillamment présidée par notre collègue ici présent, l'Ambassadeur Woolcott. Nous espérons, peut-être malgré l'évidence, que dans le temps qui lui reste d'ici à la fin de la présente session, la Conférence du désarmement pourra engager un travail sur un traité sur les matières fissiles. Après tout, nos gouvernements ne nous ont pas envoyés ici pour débattre sans fin de questions de procédure et négocier sur de fantomatiques programmes de travail. Ils nous ont envoyés ici (c'est en tout cas vrai de mon gouvernement) pour négocier sur le fond, à commencer par cette prochaine étape sur la voie du désarmement. L'incapacité à franchir cette étape ne nous rapprochera pas de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Si nous ne parvenons pas à faire ce pas, tous ceux qui partagent l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires devront trouver d'autres moyens pour l'atteindre.

Je remercie une nouvelle fois le Président de l'Assemblée générale d'avoir partagé son point de vue en tant que Président, et nous avons hâte de travailler avec lui à l'automne prochain. J'aimerais également souhaiter une très chaleureuse bienvenue à nos nouveaux collègues bulgare, italien et finlandais, et j'espère que notre collègue bulgare transmettra nos souhaits les meilleurs au collègue et excellent ami qui vient de partir.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice des États-Unis de sa déclaration.

Je voudrais à présent saisir la Conférence d'un document de travail contenant le projet de calendrier d'activités, à savoir le document CD/WP.571. Ce projet de calendrier d'activités, qui couvre toute la session de 2012, est présenté d'un commun accord entre tous les présidents de la Conférence. Je voudrais, alors que je sou mets ce document à l'examen de la Conférence, déclarer ce qui suit. S'il est vrai que le projet de calendrier d'activités

prévoit la possibilité d'avoir des débats de fond sur les points énumérés, la priorité aux yeux de tous les présidents de cette année, comme dans les années qui suivront, reste à l'organisation de consultations et de discussions destinées à permettre à la Conférence du désarmement d'adopter un programme de travail complet.

En deuxième lieu, la Conférence du désarmement rencontre des difficultés dans ses efforts pour parvenir à un accord sur un programme de travail complet. Le calendrier d'activités n'a pas pour objet de dissimuler cette criante vérité. Il vise à permettre la tenue de débats de fond susceptibles de donner lieu à des compromis dans l'avenir, alors que, parallèlement, les présidents poursuivront leurs efforts pour parvenir à un programme de travail complet. Il vise à informer suffisamment à l'avance les membres de la Conférence, notamment en ce qui concerne l'ordre des points retenus pour les débats de fond, et permet aux présidents d'organiser le temps disponible de façon suffisamment efficace et souple en tenant compte du nombre de pays ayant l'intention de prendre la parole au titre des différents points mentionnés dans le calendrier.

En troisième lieu, il était initialement prévu d'inviter la Conférence à se prononcer sur le projet de calendrier d'activités; cependant, étant donné que les délégations n'ont pu prendre connaissance du texte qu'hier en fin de journée, l'examen officiel sera reporté au 22 mai 2012. Le projet de calendrier dont vous êtes saisis ne pourra conserver un équilibre que si nous commençons les discussions de fond mardi prochain. C'est pourquoi j'encourage les pays qui souhaitent s'exprimer au titre du premier point à se préparer aux discussions et à faire part de leurs intentions au secrétariat. En fait, j'invite tous les membres de la Conférence à communiquer suffisamment longtemps à l'avance au secrétariat leur intention de s'exprimer, le moment auquel ils souhaitent le faire et les points concernés, afin de rationaliser notre utilisation du temps.

Telles étaient mes remarques liminaires pour vous présenter le projet de calendrier d'activités. Je vous inviterai à vous prononcer mardi prochain.

Je passe maintenant à la liste des orateurs, et le premier est l'Égypte. Vous avez la parole.

M. El-Atawy (Égypte) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, l'Ambassadeur Hisham Badr a dû se dépêcher de quitter la séance pour assister à une autre réunion et il vous prie de l'excuser. Il m'a prié de donner lecture de la déclaration suivante.

Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis de remercier l'Ambassadeur Nassir Abdulaziz al-Nasser, Président de l'Assemblée générale, d'être venu ici pour prendre la parole devant la Conférence et de nous avoir livré des réflexions profondes. Nous vous saurions gré, Monsieur le Président, de lui transmettre nos souhaits les meilleurs pour ses futures activités. Nous tenons également à souhaiter une chaleureuse bienvenue aux ambassadeurs qui viennent de nous rejoindre et à leur souhaiter le plein succès dans leur mandat au sein de cette auguste instance. Nous tenons également à adresser nos condoléances à la délégation indienne pour le décès de l'Ambassadeur Aravind Vellodi, qui sera regretté.

Monsieur le Président, je saisis cette occasion de vous remercier pour tous les efforts que vous faites depuis votre accession à la présidence. Le travail et les efforts que vous menez pour conduire les consultations sur un programme de travail et sur l'ouverture de discussions de fond sur les points de l'ordre du jour sont manifestes. Nous sommes prêts à vous appuyer dans tous vos efforts de toutes les manières possibles.

Beaucoup de délégations ici présentes rentrent juste de Vienne, après avoir assisté à la première réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP, et je saisis cette opportunité de remercier mon ami, l'Ambassadeur Peter Woolcott, de l'Australie, du dévouement et du dynamisme dont il a fait preuve au cours de cet exercice.

À l'occasion du lancement du nouveau cycle d'examen du TNP, qui doit prendre fin en 2015, les progrès faits en 2010 ont été reconnus, consolidés et exploités. Bien entendu, le rythme auquel les différents éléments du plan d'action de 2010 sont mis en œuvre peut varier, mais nous pouvons déjà conclure que des progrès sont en cours sur ce qui avait été décidé et sur le désarmement en général. Nous espérons également que la Conférence pourra, elle aussi, progresser sur l'examen des points de l'ordre du jour que nous adoptons année après année. Au cours de la présidence égyptienne, nous avons tenté d'élaborer un programme de travail équilibré et complet qui nous permette d'engager un travail de fond sans préjuger des intérêts nationaux de chaque État membre. Nous croyons également que le document CD/1933/Rev.1 reste la base la plus réaliste pour un programme de travail équilibré et complet, et nous saluons vos efforts dans ce sens. Nous sommes par ailleurs encouragés d'entendre que les futurs présidents ont aussi fait savoir qu'ils souhaitent poursuivre les efforts visant à parvenir à un programme de travail équilibré et complet.

Monsieur le Président, l'année 2012 est cruciale pour le désarmement, tant mondial que régional, et qu'il s'agisse des armes nucléaires, des autres armes de destruction massive ou des armes classiques. Nous aspirons à voir la Conférence du désarmement prendre cette année un élan susceptible de contribuer à la résolution de ces différentes questions, particulièrement en ce qui concerne le désarmement nucléaire, qui demeure la priorité absolue comme cela a été affirmé par l'Assemblée générale lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Nous avons confiance dans votre capacité à aider la Conférence à s'engager sur cette voie.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Égypte de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à la représentante du Mexique.

M^{me} Jáquez Huacula (Mexique) (*parle en espagnol*): Merci, Monsieur le Président. Puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous dire toute la reconnaissance de ma délégation à vous, Monsieur le Président, qui représentez un pays que le Mexique estime et avec lequel il entretient des liens historiques et politiques de grande importance, et, à travers vous, de remercier le Président de l'Assemblée générale de sa visite. Je souhaite également la bienvenue aux ambassadeurs qui prennent aujourd'hui leurs fonctions à la Conférence du désarmement. Je saisis également cette occasion pour exprimer les condoléances de ma délégation à la délégation indienne pour la perte de l'Ambassadeur Vellodi.

Monsieur le Président, nous vous remercions de la proposition de calendrier d'activités que vous nous avez présenté dans le document CD/WP.571, et nous saluons également l'effort que vous avez fait pour nous présenter un calendrier d'activités équilibré, tenter d'économiser notre temps et centrer nos discussions pour les jours à venir. De même, nous reconnaissons et notons avec satisfaction que ces discussions auront lieu en séance plénière. Nous croyons que ce format est important pour les débats de la Conférence du désarmement, car il permet au moins la présence des représentants de la société civile, qui imposent ainsi aux membres de la Conférence du désarmement une certaine obligation de rendre des comptes.

Nous reconnaissons également et saluons la volonté des six Présidents de donner une continuité à ce programme d'activités et de donner lieu à ces discussions pendant toute la durée de la session de 2012. Le Mexique participera de façon constructive aux discussions. Cependant, s'il est vrai que nous ne nous opposerons pas à la mise en œuvre de ce calendrier, nous tenons à nouveau à appeler l'attention de la Conférence que ces activités seront menées en lieu et place de l'exécution d'un programme de travail, comme nous le savons tous.

Le Mexique a, à maintes reprises, fait part de sa volonté de voir la Conférence du désarmement s'occuper à un véritable travail de fond. Dans ce sens, nous souhaitons que ces activités ne soient pas prises en compte dans le rapport annuel de la Conférence du désarmement comme si elles représentaient un travail de fond. Notre préoccupation de fond trouve son origine dans le fait qu'au moment où la Conférence ne met en œuvre aucun programme de travail équilibré et complet englobant l'ensemble des points de son ordre du jour et ne mène aucune négociation multilatérale de désarmement, notamment de désarmement nucléaire, question à laquelle nous accordons la plus haute priorité, et où nous nous résignons à ce que cette instance se borne à discuter des points de son ordre du jour, nous finissons par nuire au mécanisme de désarmement, car nous usurpons les fonctions de la Commission du désarmement des Nations Unies et entérinons de manière implicite le fait que la Conférence du désarmement ne négociera rien.

Par conséquent, nous demandons à ce que cette observation soit dûment reflétée dans le compte rendu de cette séance et dans le rapport final, et que, comme vous l'avez si bien dit, nous considérions que ce que nous faisons actuellement ne constitue pas le travail principal que nous devrions accomplir. Dans ce contexte, nous sommes pleinement persuadés que vous-même et les autres présidents de la session de 2012 poursuivrez vos efforts pour nous permettre d'adopter un programme de travail susceptible d'être exécuté et d'accomplir le mandat de la Conférence du désarmement.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie la représentante du Mexique de sa déclaration et de ses paroles aimables. Je voudrais lui dire qu'un des quartiers les plus connus d'Addis-Abeba est appelé Quartier mexicain, ce qui témoigne de nos relations.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de l'Allemagne.

M. Hoffmann (Allemagne) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi également, d'emblée, de souhaiter une très chaleureuse bienvenue à nos nouveaux collègues bulgare, finlandais et italien.

Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer, par votre intermédiaire, notre gratitude au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, S. E. M. Nassir Abdulaziz al-Nasser, pour le discours qu'il vient de faire devant la Conférence du désarmement. Ma délégation salue l'engagement personnel manifesté par le Président de l'Assemblée générale pour faire écho à l'appui énergique exprimé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et par les États Membres des Nations Unies, qui ont réaffirmé l'urgente nécessité de revitaliser les travaux des instances multilatérales de désarmement et de promouvoir les négociations multilatérales de désarmement.

L'Allemagne participe activement depuis le début au débat sur la revitalisation. L'Assemblée générale observe avec une impatience et une inquiétude grandissantes l'incapacité de la Conférence du désarmement à s'acquitter de son mandat, qui est de négocier des instruments juridiques de désarmement et de non-prolifération. En octobre de l'année dernière, la Première Commission a engagé un débat non sur un, mais sur quatre projets de résolutions traitant de diverses façons de l'impasse de la Conférence. Ces discussions ont clairement apporté la preuve de la détermination croissante à examiner ces «solutions» en cas de persistance de cette impasse.

La visite du Président de l'Assemblée générale arrive à point nommé. Dans la résolution 66/66 visant à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales de désarmement, adoptée sans vote, l'Assemblée générale a considéré «qu'il importe de faire le bilan, pendant sa soixante-sixième session, de tous les efforts pertinents qui ont été déployés pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement».

Nous sommes arrivés au milieu de la session de 2012. Malheureusement, en dépit de tous les efforts qui ont été faits par les présidents successifs de la Conférence, nous ne sommes toujours pas parvenus à répondre à l'appel de l'Assemblée générale concernant l'adoption et l'exécution d'un programme de travail et la reprise d'un travail de fond sur notre ordre du jour. Cette instance est animée par un sentiment de frustration grandissant.

Ma délégation a indiqué à maintes reprises que l'ouverture de négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires lui apparaissait comme la prochaine étape logique sur la voie d'un désarmement multilatéral. Sur la base de la résolution 66/44, dans laquelle l'Assemblée générale encourage les efforts en faveur de l'ouverture de telles négociations, nous organiserons une réunion d'experts scientifiques les 29 et 30 mai prochains, à Genève. Nous sommes convaincus qu'un échange de vues informel sur les questions techniques complexes relatives à cette problématique nous permettra une meilleure connaissance et une meilleure compréhension et nous aidera à développer la confiance, sans préjuger des positions nationales qui s'exprimeront dans le cadre des négociations. Nous comptons sur la participation active des États Membres des Nations Unies à cette réunion, qui nous est pour nous une modeste contribution à notre objectif commun de désarmement multilatéral et de non-prolifération.

Dans le même temps, l'Allemagne reste déterminée à promouvoir les négociations sur le désarmement multilatéral dans son ensemble, et elle contribuera de façon constructive aux efforts destinés à revitaliser les travaux du mécanisme de désarmement.

Monsieur le Président, je tiens également à vous dire que ma délégation appuie l'invitation que vous avez adressée à la Conférence pour qu'elle structure ses travaux de la fin de la présente session sur la base du calendrier d'activités que vous nous avez remis. Comme vous l'avez souligné, cette proposition a été examinée par la plate-forme présidentielle, et elle représente, en fait, un exemple concret de la coordination des six présidences, qui est en soi un objectif souhaitable du point de vue de la continuité.

Bien entendu, tant qu'il n'y aura pas d'accord sur un programme de travail, les présidents de la Conférence du désarmement et – il ne faut pas les oublier – tous les membres de la Conférence, doivent rechercher et rendre possible un tel accord. En l'absence de cet accord, nous croyons qu'il nous appartient à tous de faire usage de nos séances plénières de la façon la plus raisonnable. Dans ce sens, le calendrier d'activités dont vous nous avez saisis nous frappe par son côté utile et pratique pour rendre nos séances aussi ciblées et productives que possible. J'espère donc que nous pourrons, comme prévu, commencer dès la prochaine séance plénière à appliquer ce calendrier. Enfin, je voudrais assurer à la délégation mexicaine que nous savons parfaitement qu'il ne s'agit là que de discussions et que notre véritable tâche consiste à négocier et, espérons-le, à conclure de nouveaux instruments de désarmement et de limitation des armements, une réalité qui, je l'espère, sera d'une manière ou d'une autre dûment reflétée dans le rapport que nous soumettrons à l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Hoffman, de l'Allemagne, de sa déclaration et des idées spécifiques qu'il a ajoutées à la présentation du calendrier d'activités.

Il semble qu'aucune délégation ne souhaite prendre la parole. Je vais donc conclure la séance aujourd'hui, et je vous invite une nouvelle fois à vous préparer à prendre la parole sur le premier point de ce calendrier d'activités, à savoir le désarmement nucléaire, mardi prochain. D'abord, le Président vous invitera à nouveau à travailler sur la base du calendrier dont vous êtes saisis. Veuillez faire connaître vos intentions suffisamment à l'avance au secrétariat pour permettre aux présidents de répartir le temps avec efficacité et souplesse. Je saisis cette occasion de féliciter l'Ambassadeur Woolcott, qui vient de partir, je crois. Il est

connu pour le succès des réunions qu'il préside, et les prochains présidents de la Conférence s'inspireront de ses idées d'ici à la fin de la session pour continuer les travaux en vue de parvenir à l'adoption d'un programme de travail.

La prochaine séance aura lieu le mardi 22 mai, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 5.